

Histoire

INDÉPENDANCE NATIONALE OU DÉSARMEMENT GÉNÉRAL ? MICHEL ROCARD ET L'ARMEMENT NUCLÉAIRE

Maxime Launay

07/07/2026

Dix ans après la disparition de Michel Rocard, alors que le retour de la guerre en Europe, la modernisation des arsenaux nucléaires et l'affaiblissement des mécanismes de maîtrise des armements replacent la question nucléaire au cœur des enjeux stratégiques mondiaux, son parcours mérite d'être réexaminé. De son opposition initiale à la force de frappe à son ralliement à la dissuasion, puis à son engagement en faveur du désarmement nucléaire après la Guerre froide, Michel Rocard a incarné par sa trajectoire les évolutions du débat nucléaire français, notamment à gauche, depuis les années 1960.

Loin de suivre une trajectoire linéaire, le rapport de Michel Rocard à l'armement nucléaire se caractérise par des inflexions successives qui reflètent les tensions entre deux principes structurants de sa réflexion politique : la défense de l'indépendance nationale et l'aspiration au désarmement. Tout au long de son parcours militant, intellectuel et gouvernemental, Michel Rocard n'a cessé d'articuler sa compréhension des enjeux internationaux – nourrie notamment par une pratique concrète des relations internationales et par l'étendue de ses réseaux transnationaux – à une réflexion approfondie sur les questions stratégiques et nucléaires.

Cette trajectoire individuelle ne peut être comprise indépendamment des profondes transformations du système de défense français intervenues à partir des années 1960. La mise en œuvre par les gouvernements gaullistes de ce que Pierre Messmer qualifiait de « révolution militaire », dont la dissuasion nucléaire constituait le cœur, modifia durablement le système de défense français. Si le programme nucléaire militaire avait été engagé par différents gouvernements de la IV^e République (dont ceux de Pierre Mendès France et de Guy Mollet¹), sa mise en œuvre effective par le général de Gaulle sous la V^e République fit de la force de frappe un élément central de la souveraineté nationale et de l'autonomie stratégique françaises.

Dans ce contexte, l'attitude à adopter vis-à-vis de l'arme nucléaire constitua l'un des principaux débats stratégiques au sein des gauches françaises durant les années 1960 et 1970. Pour les responsables socialistes relégués dans l'opposition mais désireux de revenir au pouvoir dans le cadre institutionnel de la V^e République, l'acceptation ou le rejet de la dissuasion nucléaire revêtait une dimension décisive. La question était d'autant plus sensible qu'elle s'inscrit dans un régime souvent dénoncé par la gauche comme une concentration excessive du pouvoir exécutif, ce qui était désigné sous l'expression de « monarchie nucléaire² ». À la fin des années 1970, le ralliement progressif de la gauche de gouvernement à la dissuasion fut ainsi un moment majeur de son apprentissage gouvernemental et de son adaptation aux contraintes de l'État.

S'intéresser à la trajectoire de Michel Rocard sur cette question tout au long de sa longue vie politique suppose de réunir un corpus documentaire riche et varié. Celui-ci comprend les archives du Parti socialiste conservées à la Fondation Jean-Jaurès et à l'Office universitaire de recherche socialiste, les nombreuses publications de Michel Rocard, ainsi que son fonds d'archives personnelles déposé aux Archives nationales, dont la qualité de conservation permet de suivre avec précision l'évolution de ses positions, notamment pour la période postérieure à 1995. Ces sources sont complétées par les archives orales de Michel Rocard conservées au Service historique de la défense ainsi que par des entretiens réalisés avec des acteurs de premier plan, en particulier le général Bernard Norlain, chef du cabinet militaire du Premier ministre entre 1988 et 1991.

Quatre séquences chronologiques peuvent être distinguées pour comprendre cette trajectoire. La première revient sur les déterminants familiaux, intellectuels et militants qui expliquent l'hostilité initiale de Michel Rocard à l'égard de l'armement nucléaire pendant les années 1960 et au début des années 1970. La deuxième porte sur son ralliement progressif à la doctrine française de dissuasion au cours des années 1970 et 1980. La troisième concerne la période des responsabilités gouvernementales à Matignon, où il ne déroge pas à la ligne officielle sur l'armement nucléaire français. La dernière consiste à étudier le retour, à partir des années 1990 et 2000, à une réflexion davantage orientée vers les perspectives de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire.

Le contexte familial et la critique de l'armement nucléaire

Rappelons que Michel Rocard est d'abord le fils d'Yves Rocard (1903-1992), professeur de physique à l'École normale supérieure qui, après avoir pris une part active à la Résistance, a été à partir de 1951 le responsable scientifique des programmes qui ont conduit à la mise au point de l'armement nucléaire français³. Depuis 1947, Yves Rocard était le conseiller scientifique pour les programmes

militaires du Commissariat à l'énergie atomique, après la mise à l'écart de Frédéric Joliot-Curie, considéré comme un membre trop influent du Parti communiste français⁴.

Sans vouloir entrer dans des considérations trop psychologiques, Michel Rocard – qui évoquait souvent leurs relations d'après plusieurs témoins – entretenait des relations difficiles avec son père⁵. Leur trajectoire scolaire et professionnelle avait nourri une distance entre ce grand savant épris de science et ce fils ayant fait le choix de la haute fonction publique et ayant le goût de l'action politique. D'aucuns estiment d'ailleurs que Michel Rocard vivait comme une « culpabilité » d'être le fils d'un des pères de l'armement nucléaire français⁶.

Pourtant son rapport à l'institution militaire n'est pas univoque : issu d'une famille de polytechniciens, petit-fils d'un poilu ainsi que d'un officier pilote de chasse mort en septembre 1918 lors de la rencontre de son escadrille avec celle de Göring⁷, enfant ayant connu l'Occupation, Michel Rocard était lui-même officier de réserve de l'armée de l'air, même s'il s'est plaint par la suite d'avoir été peu sollicité par les militaires⁸. Né en 1930, il grandit à l'époque du Front populaire, des aéroclubs, de l'aviation populaire, autrement dit à une période où la gauche n'est pas fondamentalement hostile à l'aviation militaire parce que celle-ci charrie un imaginaire social positif : à travers la figure héroïque de l'As et la représentation de la modernité technique qu'elle incarne, cette jeune armée dénote par rapport à une institution militaire vue comme traditionnelle et corsetée⁹. L'armée de l'air apparaît au contraire pendant l'entre-deux-guerres comme un instrument de modernité, d'éducation populaire et de défense républicaine, à l'intersection de la technique, de la citoyenneté et du mythe du progrès¹⁰.

Ce passé n'empêche pas un désaccord de fond sur la politique de défense lorsque Michel Rocard fait son entrée en politique. Militant de la SFIO (Section française de l'internationale ouvrière), puis du PSU (Parti socialiste unifié) par anticolonialisme, il s'inscrit au début de la V^e République dans un camp – la gauche non communiste – qui, dans l'opposition au général de Gaulle, juge l'armement nucléaire français illégitime parce qu'antidémocratique, et inefficace parce que non crédible. Dénoncée comme une menace absolue sur la vie et comme un facteur d'insécurité permanent pour l'ordre international, la bombe remet alors en question le positionnement traditionnel de la gauche qui entend promouvoir la paix et le désarmement par une « diplomatie de la négociation ». Opposé à tout armement nucléaire, le PSU souhaite que l'Europe devienne unilatéralement une vaste zone de désarmement entre les deux blocs.

Rappelons à ce titre que nombre de militants du PSU ont contribué à la création, avec le journaliste Claude Bourdet et le biologiste Jean Rostand, du Mouvement contre l'armement atomique (MCAA) en 1963, devenu après Mai-68 le Mouvement pour la défense de la paix et de la liberté (MDPL). Ce

mouvement organise chaque année des marches pour la paix auxquelles le PSU participe, de même qu'il s'associe au grand rassemblement unitaire où se joignent 120 000 personnes à Sceaux en 1964¹¹. Il s'oppose également aux expérimentations atomiques réalisées en Polynésie.

Pour autant, Michel Rocard se montre plus pragmatique en matière de désarmement unilatéral, comme il l'explique en 1969 :

« La politique du témoignage nous paraît sympathique, mais du point de vue gouvernemental, il ne saurait en être question. La violence est dans le monde et elle n'en est pas encore extirpée par le socialisme victorieux¹² ! ».

Dans une tribune qu'il fait paraître l'année suivante dans *Le Monde*, il s'exprime en sa qualité de secrétaire national du PSU, de député des Yvelines et de membre de la commission de la défense à l'Assemblée nationale afin de souligner l'illusion que constitue selon lui la stratégie nucléaire française¹³. La « force de frappe », comme il l'appelle, déjà incapable de dissuader les États-Unis ou l'URSS, ne pourra jamais être dissuasive face aux deux grands : l'écart technologique entre les superpuissances et les autres nations ne cesse de se creuser et l'armement nucléaire français, pourtant en plein développement sous le mandat de Georges Pompidou, n'aura aucune valeur selon lui lorsqu'il sera pleinement opérationnel. Michel Rocard propose par conséquent de repenser complètement la politique militaire, jugeant qu'un effort massif de modernisation impliquerait des dépenses astronomiques bien au-delà des capacités économiques du pays.

Selon lui, le seul débat légitime est de décider s'il faut conserver ou supprimer totalement la force nucléaire et, en attendant, cesser toute dépense. Considérant que le temps des conquêtes coloniales est révolu, tout comme la vision d'une grandeur planétaire de la France qui relèverait davantage de la mythologie nationale que de la réalité, Michel Rocard estime que le pays n'a plus les moyens techniques, économiques ou humains de jouer un rôle militaire mondial.

À l'inverse, si l'objectif est de bâtir une société où les citoyens choisissent eux-mêmes leur avenir – c'est-à-dire une société socialiste –, une armée demeure indispensable, comme l'ont montré les exemples du Vietnam¹⁴ ou de la Yougoslavie qu'il cite et qui représentent pour lui, ainsi que pour de nombreux autres socialistes, des modèles.

Sans le dire explicitement, il se fait le partisan d'une dissuasion populaire plutôt que nucléaire, fondée sur un service militaire réorganisé, court, complété par des périodes d'entraînement régulières mais brèves, effectuées sur les lieux mêmes où les citoyens seraient mobilisés. Il ne le cite pas – l'a-t-il seulement lu ? – mais c'est bien du Jaurès dans le texte¹⁵.

Au tournant des années 1960-1970, les militants du PSU sont particulièrement actifs dans la dénonciation de la militarisation de la société qu'ils estiment voir à l'œuvre. Pour autant, le pacifisme ne peut plus être revendiqué dans les termes employés par Jean Jaurès au début du siècle, tant le syndrome de Munich et de la défaite de 1940 demeure présent¹⁶.

Le rejet de la guerre d'Algérie et le tiers-mondisme, aux sources de l'engagement de toute une génération de militants du PSU, sont réactivés par le contexte international marqué par la guerre du Vietnam. Plus encore, les « années 1968¹⁷ » comme les historiens ont désormais coutume de désigner Mai-68 et ses suites, sont teintées d'antimilitarisme. Du Larzac, où le PSU s'investit, aux comités de soldats – où certains militants du PSU, ou qui s'en sentent proches, sont actifs –, la crise antimilitariste mobilise une jeunesse scolarisée et étudiante désormais très hostile aux institutions d'ordre¹⁸. Bien que le contexte diffère, le coup d'État au Chili vient réveiller le souvenir du putsch des généraux du 21 avril 1961. En privé, Michel Rocard va jusqu'à considérer que « dans l'hypothèse d'un changement de régime en France, le danger essentiel n'est pas, à [s]on avis, l'entrée des navires soviétiques dans la rade de Brest, mais le débarquement de troupes américaines ou, plus probablement, une tentative de putsch soutenue par les États-Unis, comme ce fut le cas en Grèce et au Chili¹⁹ ».

Lorsqu'il rejoint le PS en 1974, à l'occasion des Assises du socialisme, il entre dans un parti qui, depuis le congrès d'Épinay de 1971, entend conquérir le pouvoir et être crédible non seulement par son programme, mais aussi par sa posture présidentielle. Un travail en profondeur a été amorcé sur les questions de défense à la demande de François Mitterrand, avec pour objectif le ralliement des socialistes à l'armement nucléaire.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Le ralliement à la bombe nucléaire

Dans un témoignage déposé au Service historique de la défense en 2005, Michel Rocard revient rétrospectivement sur son rapport à la bombe nucléaire :

« J'ai été dans les années 50-60 un combattant contre l'énergie nucléaire, pas pacifiste – je suis du

côté de Jaurès, de L'Armée nouvelle – mais au nom de la non-prolifération [...]. Quand dans les années 1970 la gauche commence à gagner toutes les élections locales [...] assez vite la commission de la défense du Parti socialiste va se rallier à l'armement nucléaire, tout en bloc et à peu près tous à la fois. Hernu était un peu rapporteur sur tout ça, il ne faisait pas une grande autorité sur le sujet mais il était Mitterrand personnifié – ça suffisait – et les têtes libres par rapport à Mitterrand se ralliaient aussi, et c'est largement mon cas²⁰. »

En effet, dans les années 1970, la question que se posent les responsables du Parti socialiste est la suivante : quel est l'outil militaire le plus apte à servir souverainement la politique étrangère de la France ? Contempteurs de la politique du général de Gaulle depuis 1958, les socialistes pouvaient difficilement en contredire les principes essentiels, en particulier la volonté de garantir l'indépendance nationale que personne dans la classe politique – ou presque – entend remettre en cause. Or, cette souveraineté repose sur la doctrine de la dissuasion nucléaire depuis la mise sur pied du premier escadron Mirage IV doté d'une arme atomique en 1964. Aux côtés de cette composante aérienne, la composante terrestre (les missiles nucléaires situés sur le plateau d'Albion) commence à être opérationnelle en 1971 et l'océanique (les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins) à partir de 1972.

Après le ralliement du Parti communiste français à la dissuasion nucléaire en mai 1977, entériné par l'adoption du rapport Kanapa, le Parti socialiste s'engage à son tour dans cette voie lors du congrès de Nantes organisé le mois suivant. Encore faut-il convaincre la base militante et les cadres sensibles aux arguments antinucléaires. Une convention sur la défense est organisée à cette fin au Sénat en janvier 1978. Si les esprits ont été préparés de longue date à ce ralliement, notamment par l'action conjointe de Charles Hernu, Jean-Pierre Chevènement et Robert Pontillon, un amendement antinucléaire est toutefois porté au cours de cette convention par des militants proches des courants chrétiens de gauche, du PSU ou encore de la sensibilité rocardienne²¹. Certains des signataires, à l'instar de Charles Josselin et Louis Besson, ont participé en 1973 à la campagne contre les essais nucléaires français dans le Pacifique²². Lors de son discours, le député des Côtes-du-Nord Charles Josselin explique que l'armement nucléaire est en contradiction avec un projet socialiste autogestionnaire puisque le pouvoir de décision, qui ne relève pas du peuple mais du président de la République, est antidémocratique. Outre le risque de prolifération nucléaire et à terme de guerre nucléaire, les antinucléaires estiment que l'armement atomique conduira à démobiliser les citoyens et à institutionnaliser le secret sur le nucléaire. En conséquence, toutes les composantes de la dissuasion devront être abandonnées, à l'exception de la force océanique stratégique qui serait conservée non « en état » mais « en l'état » (c'est-à-dire l'interruption de sa modernisation). Si une période transitoire est nécessaire pour parvenir à cet objectif, c'est bien la « quasi-dénucléarisation du territoire » qui est revendiquée.

Michel Rocard, pour sa part, ne prend pas la parole lors de cette convention, contrairement aux principaux dirigeants du parti qui se succèdent à la tribune. Certes, la culture autogestionnaire héritée de la CFDT ainsi que la volonté de démocratiser les institutions peuvent expliquer cette réserve. Toutefois, son silence tient avant tout à sa position de candidat à l'élection présidentielle : il lui aurait été difficile, dans ce contexte, de remettre en cause les instruments de la puissance de l'État français. La convention acte le ralliement des socialistes à l'armement nucléaire tout en maintenant, sur le principe, une logique de désarmement général à terme.

Si l'option antinucléaire ne gagne pas dans le jeu des motions du PS (elle recueille tout de même près du tiers des mandats exprimés), peut-on la retrouver sur le terrain des idées ? La « deuxième gauche » exerçait en effet ailleurs son influence idéologique à travers ses publications, notamment la revue *Faire* dont le comité de rédaction est composé pour l'essentiel de proches de Michel Rocard, qui ont pour objectif « de faire entendre un discours alternatif, sinon concurrent²³ », à la majorité du PS. On y lit le modèle de société auquel ils aspirent, leur approche concrète des problèmes, combinée à la sociologie des militants – des cédétistes, des socialistes unifiés et des chrétiens de gauche –, leur appréhension autogestionnaire des questions militaires – même si le sujet reste secondaire et peu théorisé – dans le cadre d'un projet pensé comme une nouvelle culture politique²⁴.

Créée en octobre 1975 et dirigée par Patrick Viveret, la revue *Faire* se montre surtout prolixe sur le rapport entre l'armée et la nation. On y parle de la révolution portugaise, du syndicalisme dans l'armée, sous la plume de Gilles Martinet, de Patrick Viveret, d'Alain Touraine ou encore de Patrice Garnier, conseiller politique d'Edmond Maire²⁵. Surtout, la liberté intellectuelle des différents protagonistes gravitant autour de la deuxième gauche laissait beaucoup d'entre eux autonomes dans leur expression, et tous n'étaient pas rocardiens au sens strict.

Les absences observées dans leurs publications sur la politique de défense, et singulièrement sur l'armement nucléaire, soulignent néanmoins la relative discrétion de leur principal chef de file, Michel Rocard, et laissent entrevoir une forme d'impensé du régalien au sein de la deuxième gauche. S'il n'est plus tenu au difficile équilibre entre le projet modernisateur élaboré dans les années 1960 et la rhétorique révolutionnaire héritée de 1968, il demeure remarquablement silencieux sur ces questions depuis son entrée récente au Parti socialiste. Soucieux de développer une « position révisionniste par rapport à l'orthodoxie du parti d'Épinay²⁶ », Michel Rocard se redéfinit tant dans sa stratégie politique que sur le plan programmatique²⁷. Membre de la motion majoritaire jusqu'en 1979, déterminé à maintenir sa position au sein du parti, lui aussi candidat à la candidature et donc prompt à une posture de responsabilité, Michel Rocard ne cherche pas à faire état de ses désaccords ou à se démarquer sur ce sujet²⁸. Au contraire des questions économiques

et sociales qui sont au cœur de sa réflexion, il ne juge pas le dossier militaire essentiel dans la bataille pour le parti²⁹.

S'il n'est donc pas possible d'identifier une doctrine de Michel Rocard ou des rocardiens sur les questions militaires, cela s'explique à la fois par un choix politique – ils auraient pris un risque à intervenir sur un terrain largement assimilé au pacifisme et à l'extrême gauche à mesure que les partis de gouvernement se déclaraient favorables à l'armement nucléaire – et en vertu d'options idéologiques, en raison de l'inaccomplissement du projet autogestionnaire dont ils étaient les promoteurs et qui, au-delà des idées-forces qui l'animaient, butait concrètement sur les modalités de sa traduction institutionnelle³⁰.

L'exercice du pouvoir

Le premier septennat de François Mitterrand confirme la conversion à l'armement nucléaire de la gauche socialiste, la loi de programmation militaire 1984-1988 – la première votée par la nouvelle majorité après l'alternance de 1981 – validant la priorité donnée à la dissuasion nucléaire. Michel Rocard, éloigné de ces sujets, ne joue pas de rôle particulier. Ses contacts avec les militaires confirment toutefois qu'il ne remet plus en cause l'armement nucléaire.

Le second septennat, qui s'ouvre par la nomination de Michel Rocard à Matignon (il est Premier ministre du 10 mai 1988 au 15 mai 1991)³¹, vient valider, sur le plan de la défense, la fin définitive de toute approche idéologique des questions militaires. « Responsable de la défense nationale » selon le texte constitutionnel, Michel Rocard est pour la première fois directement concerné par ces enjeux. Il occupe une place particulière dans les dispositifs de continuité de l'État parce qu'il est associé aux mécanismes de dévolution de l'autorité nucléaire prévus en cas d'empêchement du chef de l'État. À ce titre, il a reçu des informations stratégiques confidentielles concernant les cibles et les moyens de frappe français. Il est donc amené à s'investir sur des sujets qu'il n'avait jusqu'ici jamais véritablement traités, comme il l'explique dans son témoignage oral déposé au SHD :

« J'étais inspecteur des finances, j'avais une vie professionnelle bien remplie, je ne me suis jamais occupé d'affaires militaires, je ne connaissais dans l'armée à peu près personne. Mon père avait joué un rôle très important [...] mais ce n'est pas par lui que je suis rentré dans une connaissance militaire quelconque³². »

À ce titre, le témoignage du général Jean-Marie Menu, chef du cabinet militaire de Michel Rocard, montre combien l'arrivée de ce dernier à Matignon consacre l'apaisement des relations entre le Parti socialiste et l'institution militaire :

« Lors d'un déjeuner avec des généraux de province [organisé par le chef du cabinet militaire], Rocard explique que le Parti socialiste a été longtemps écarté du pouvoir et par conséquent des problèmes de défense, qu'il y a eu la guerre d'Algérie : "Nous avons une vision des militaires qui étaient des putschistes, de gens qui n'étaient pas légalistes et je me rends compte depuis que la gauche est au pouvoir que j'ai rencontré des gens de très grandes qualités, je dois vous dire que nous nous sommes trompés sur vous, que nous avons eu des paroles malheureuses et au nom du Parti socialiste je vous présente toutes nos excuses". Rocard est bien le protestant ici, qui assume une faute et l'avoue. Le côté positif c'est ça : l'intime conviction que cette vision a évolué avec le temps, en passant de l'état de putschiste permanent non légaliste à l'état de citoyen normal. Ils se sont dit que l'on peut s'appuyer sur eux car, quel que soit le gouvernement, ils resteront au service du gouvernement, ils sont républicains, et ça c'était énorme. [Il y a une] évolution de gauchiste – certains étaient virulents – [à], une fois qu'ils nous ont connus, [une] crainte de gens illettrés. Ils ne se rendaient pas compte du cursus d'un officier de l'armée française, d'un marin, d'un aviateur, d'un terrien³³. »

Au sein du cabinet civil, Michel Rocard s'est entouré d'une conseillère aux affaires stratégiques et de défense, Marisol Touraine – alors chercheuse spécialiste des questions internationales venue du Secrétariat général de la défense nationale (SGDN)³⁴ –, signe de l'importance qu'il accorde à ces dossiers, mais la domination de l'Élysée sur les questions nucléaires, et plus largement militaires, n'est pas négociable. Le Premier ministre ne s'immisce pas dans le « domaine réservé » présidentiel et défend la doctrine de la dissuasion nucléaire. Dans le contexte de la fin de la Guerre froide où les débats doctrinaux sont nombreux, il partage d'ailleurs l'option prise par François Mitterrand de recentrer l'arsenal sur des composantes stratégiques. Il est ainsi sur la même ligne que le chef de l'État lorsque ce dernier décide de réduire considérablement le programme de missiles sol-sol préstratégiques Hadès destiné à l'armée de terre, refusant tout risque de bataille nucléaire³⁵.

La position de Michel Rocard sur le dossier nucléaire durant son passage à Matignon conforte donc le consensus sur la défense nationale qui s'est imposé parmi les partis gouvernement depuis la fin des années 1970³⁶. Elle s'explique en partie par les contraintes inhérentes à l'exercice du pouvoir, mais aussi par une adhésion de principe à une stratégie qu'il considère, dans un contexte encore marqué par l'opposition entre les deux blocs, comme la garantie essentielle de l'autonomie de la France. La tournée officielle qu'il fait à la demande de François Mitterrand dans le Pacifique sud, quatre ans après l'affaire du *Rainbow Warrior*, en est l'illustration. À cette occasion, il se rend en Polynésie française et notamment à Mururoa, atoll polynésien où est installé depuis 1966 l'un des sites de tir du Centre d'expérimentations du Pacifique (CEP). Dans un contexte où le nombre de tirs est prévu à la baisse, il tient un discours visant d'abord à rassurer la population sur le maintien de

l'emploi³⁷. Il se déclare à ce titre favorable à la tenue d'une table-ronde réunissant les représentants polynésiens, le CEP et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) afin de favoriser le dialogue entre les différents courants de l'opinion polynésienne, c'est-à-dire des partisans de la fermeture du CEP à ceux qui redoutent les répercussions économiques et sociales d'une réduction de son activité. Dans le même temps, si le Premier ministre indique que la décision relative au nombre d'essais nucléaires pourrait être « modulée » en fonction de l'évolution du contexte international, il reprend le discours officiel sur l'innocuité pour l'environnement des essais nucléaires.

Michel Rocard ne remet donc nullement en cause la poursuite des essais nucléaires français, tout en marquant sa volonté d'en atténuer le coût tant politique que diplomatique³⁸. Au cours de ce voyage dans le Pacifique sud, un déplacement en Australie lui offre l'opportunité de nouer une relation de confiance avec le Premier ministre australien Bob Hawke³⁹. Elle favorise un réchauffement de la relation entre Paris et Canberra, jusque-là profondément affectée par les essais français. Il cherche ainsi moins à infléchir la doctrine nucléaire française qu'à restaurer le dialogue avec les principaux opposants régionaux à cette politique.

Le retour aux sources du combat antinucléaire

Après son départ de Matignon, Michel Rocard estime que la fin de la Guerre froide constitue une rupture stratégique majeure. La disparition de l'adversaire qui fondait la logique de la dissuasion « du faible au fort » conduit, selon lui, à réinterroger la pertinence de l'arme nucléaire dans la doctrine de défense française.

C'est dans ce nouveau contexte international qu'il s'engage publiquement, à partir du milieu des années 1990, en faveur de l'élimination des armes nucléaires. Fort de l'expertise acquise sur les questions stratégiques, de ses contacts privilégiés avec de nombreux responsables internationaux et de la position que lui confère son mandat de député européen, désormais éloigné des responsabilités gouvernementales nationales, il participe aux travaux de la Commission Canberra et contribue à la publication du rapport *Éliminer les armes nucléaires* en 1997⁴⁰. Cette commission, créée en novembre 1995 à l'instigation de l'Australie, est une réaction directe à la reprise des essais nucléaires en France à laquelle Michel Rocard s'est opposé publiquement⁴¹. Au sein de ce groupe de travail, le député européen défend l'idée que l'arme nucléaire a perdu une grande partie de sa légitimité stratégique dans le nouvel environnement international⁴². Cette prise de position se heurte toutefois à la persistance, en France, de l'attachement des élites politiques et militaires à la doctrine de la dissuasion nucléaire.

Ce combat trouve son expression la plus retentissante dans une tribune publiée dans *Le Monde* en

octobre 2009, signée par Michel Rocard aux côtés d'Alain Juppé, d'Alain Richard et du général Bernard Norlain, ancien commandant des Forces aériennes de combat⁴³. Dans le sillage des appels lancés par plusieurs figures majeures de la diplomatie et de la stratégie américaines, puis du discours prononcé par Barack Obama à Prague le 5 avril 2009⁴⁴, ce texte marque l'affirmation en France d'un courant de réflexion favorable à une remise en question progressive de la centralité de l'arme nucléaire. Dans le prolongement de cette dynamique, Michel Rocard se lit à des réseaux internationaux d'organisations œuvrant en faveur de la réduction des risques nucléaires et de la sécurité internationale⁴⁵. Cette nébuleuse comprend notamment la Nuclear Threat Initiative (NTI), créée avec le soutien de personnalités issues du courant réaliste américain proche d'Henry Kissinger, ainsi que Global Zero, mouvement consacré depuis 2008 à la promotion du désarmement nucléaire mondial. Ces organisations, auxquelles il faudrait ajouter l'European Leadership Network (ELN)⁴⁶, réseau européen de dialogue sur les questions de sécurité et de maîtrise des armements, rassemblent d'anciens responsables politiques, militaires et experts des questions stratégiques. Son engagement dans ces initiatives témoigne une fois de plus de son intérêt pour les enjeux de gouvernance mondiale et de sécurité collective.

Si Michel Rocard s'est désengagé de cette question dans les dernières années de sa vie, consacrant son temps et son énergie à son poste d'ambassadeur des pôles, son appel à progresser vers un désarmement simultané, équilibré et progressif, seule voie réaliste selon lui pour réduire le risque d'une catastrophe nucléaire, renoue fondamentalement avec son engagement de jeunesse, celui d'une préoccupation d'abord humanitaire fondée sur le refus de la destruction de l'humanité. L'évolution de Michel Rocard sur la question nucléaire s'inscrit dans une conception pragmatique de l'engagement politique qu'il revendique en affirmant que « les idées pour moi c'est des hallebardes, et pas des objets de musée qu'on peaufine pour les rendre parfaits⁴⁷ », soulignant par cette formule que les doctrines doivent être adaptées aux réalités historiques plutôt que figées dans une cohérence immuable.

1. Dominique Mongin, *La bombe atomique française, 1945-1958*, Bruxelles, Bruylant/LGDJ, 1997.
2. Samy Cohen, *La monarchie nucléaire. Les coulisses de la politique étrangère sous la V^e République*, Paris, Hachette, 1986.
3. Sur ce lien entre Résistance et dissuasion, on se reportera à l'ouvrage de Céline Jurgensen et Dominique Mongin (dir.), *Résistance et dissuasion. Des origines du programme nucléaire français à nos jours*, Paris, Odile Jacob, 2018.
4. Yves Rocard, *Mémoires sans concessions*, Paris, Grasset, 1988.
5. Jean-Louis Andreani, *Le mystère Rocard*, Paris, Robert Laffont, 1993.
6. Laurent Mayet, *Banquise. Le dernier combat de Michel Rocard*, Paris, Lattès, 2024.
7. Caroline Fontaine et Laurent Valdigué, *Mon grand-père était un poilu. Dix politiques livrent leurs secrets de famille*, Paris, Tallandier, 2016 ; Francis Rocard « Yves Rocard (1903-1992) : sa vie, son œuvre », dans Jean-Marc Ginoux et Franck Jovanovic (dir.), *Yves Rocard. Portrait d'un grand physicien oublié*, Paris, Hermann, 2023, p. 11-42.
8. Service historique de la défense (désormais SHD), GR 3 K 85, témoignage oral de Michel Rocard.

9. Patrick Facon, « L'aviation populaire : entre les mythes et la réalité », *Revue historique des armées*, n°147, 1982, pp. 54-59 ; Damien Accoulon, « L'As, figure iconique dans la culture de l'entre-deux-guerres (France, Allemagne) », dans Tony Morin (dir.), *Fait aérien, arme aérienne et culture*, Paris, La Documentation française, 2021, p. 173-186.
10. Ce constat mérite toutefois d'être nuancé après la Seconde Guerre mondiale, de nombreux militaires de l'armée de l'air s'étant distingués pour leur soutien à l'Algérie française. Patrick Facon, *Histoire de l'armée de l'air*, Paris, La Documentation française, 2009 ; Maurice Vaïsse, *Le putsch d'Alger*, Paris, Odile Jacob, 2021, p. 39 sqq.
11. Voir par exemple les archives du Mouvement de la paix : AD93, 170 J 225, Manifestations, congrès.
12. Michel Rocard dans *Le PSU et l'avenir socialiste de la France*, Paris, Seuil, 1969, p. 91.
13. Michel Rocard, « Pour une autre politique militaire », *Le Monde*, 30 septembre 1970.
14. Où les États-Unis sont alors en grande difficulté face à l'armée nord-vietnamienne et au Viet Cong.
15. Jean Jaurès, *L'armée nouvelle*, éd. établie par Jean-Jacques Becker, Paris, Fayard, 2012.
16. Noëlline Castagnez, *Quand les socialistes français se souviennent de leurs guerres*, Rennes, PUR, 2021, et Judith Bonnin, « La paix et le pacifisme dans le discours international du parti socialiste français des années 1970 », dans Elisa Marcobelli, *Socialisme et pacifisme. De la II^e Internationale à la Guerre froide*, Nancy, Éditions Arbre bleu, 2024, pp. 143-159.
17. Michelle Zancarini-Fournel, *Le moment 68. Une histoire contestée*, Paris, Seuil, 2008.
18. Michel Rocard est le seul à voter contre la loi Debré sur les sursitaires et le PSU s'associe aux manifestations unitaires contre cette loi Debré au printemps 1973. Son parti se montre aussi solidaire de l'Appel des Cent, pétition de milliers de soldats réclamant la liberté d'association et d'expression dans les casernes en 1974. Quelques années plus tôt déjà, aux côtés d'Alain Krivine et de Jean-Paul Sartre, Michel Rocard soutenait les soldats emprisonnés pour « refus d'obéissance ». Dans la droite ligne des luttes nées pendant la guerre d'Algérie, il soutient l'objection de conscience, mais s'oppose à l'insoumission. Sur le contexte général de cette crise antimilitariste, voir Maxime Launay, *La crise antimilitariste des années 1970*, Fondation Jean-Jaurès, 2024.
19. Lettre de Michel Rocard à Monsieur C. D. (anonymisé), 10 janvier 1974. AN, fonds PSU, 581 AP21/64. Je remercie Judith Bonnin de m'avoir signalé ce document.
20. Témoignage oral de Michel Rocard (2005). SHD, GR 3 K 85.
21. Les signataires sont François-Régis Bastide, Guy Beche, Louis Besson, Denise Cacheux, Georges Conchon, Pierre Corigliano, Victor Cusseau, Gérard Denecker, Gérard Deruy, Jean-Pierre Fournier, Michel de la Fournière, Jacques-Antoine Gau, François Godinot, Cécile Goldet, Daniel Groscolas, Erwan Guéguen, Jacques Guyard, Charles Josselin, Jean Le Garrec, André Lotte, Claude Manceron, Bernard Pingaud, Pierre Rosanvallon, Gaston Raymond, Patrick Viveret, Jean-Pierre Worms, Louis Eyraud.
22. Louis Besson, « Retour de Polynésie », *L'Unité*, n°72, 6 juillet 1973, p. 24.
23. Sur *Faire*, voir l'article, tiré de sa thèse, d'Émeric Brehier, « Les revues du PS de 1971 à 1981 », *La Lettre de l'Institut François Mitterrand*, n°43, avril 2013. Sur les Assises du socialisme, voir François Kraus, *Les Assises du socialisme ou l'échec d'une tentative de rénovation d'un parti*, Fondation Jean-Jaurès, 2002.
24. Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret, *Pour une nouvelle culture politique*, Paris, Seuil, 1977.
25. Alain Touraine, « Portugal, l'évolution difficile », *Faire*, n°1, octobre 1975 ; Gilles Martinet, « Le populisme militaire », *Faire*, n°1, octobre 1975 ; Gilles Martinet, « En France que ferions-nous ? », *Faire*, n°2, novembre 1975 ; Patrice Garnier, « Des syndicats dans l'armée ? », *Faire*, n°3, décembre 1975.
26. Alain Bergounioux et Jean-François Merle, *Le rocardisme. Devoir d'inventaire*, Paris, Seuil, 2018, p. 137-138.
27. Une bonne synthèse de cette évolution est réalisée dans Alain Bergounioux, « La deuxième gauche : quelles idées, quel projet ? », dans Alain Bergounioux et Mathieu Fulla (dir.), *Michel Rocard premier ministre. La deuxième gauche et le pouvoir (1988-1991)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, p. 60-69.
28. Entretien avec Jean-François Merle, le 5 mars 2019 à Paris.
29. Témoignage oral de Michel Rocard. SHD, 3 K 85.
30. Pierre Rosanvallon, *Notre histoire intellectuelle et politique, 1968-2018*, Paris, Seuil, 2018, p. 17-18.

31. Alain Bergounioux et Mathieu Fulla, *Michel Rocard Premier ministre. La deuxième gauche et le pouvoir (1988-1991)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020.
32. Témoignage oral de Michel Rocard. SHD, 3 K 85.
33. Témoignage oral du général Jean-Marie Menu (2006). SHD, AI 8 Z 942.
34. Alexandra Schwartzbrod, *Le président qui n'aimait pas la guerre. Dans les coulisses du pouvoir militaire, 1981-1995*, Paris, Plon, 1995, p. 67.
35. Témoignage oral de Michel Rocard. SHD, 3 K 85. Cette décision est annoncée publiquement après le départ de Michel Rocard de Matignon : voir la [conférence de presse](#) de François Mitterrand du 11 septembre 1991. Sur le contexte plus général de désarmement après la chute du mur de Berlin, voir Dominique Mongin, *Dissuasion et simulation. De la fin des essais nucléaires français au programme Simulation*, Paris, Odile Jacob, 2018.
36. Maxime Launay, *La gauche et l'armée en France. De Mai 68 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde, 2025.
37. Fondation Jean-Jaurès, 22FP – Fonds Jean-François Merle, boîte 12 : Allocution de Michel Rocard lors de la visite du CEP, Mururoa, 26 août 1989.
38. « La visite de M. Michel Rocard dans le Pacifique sud. Accueil chaleureux des autorités australiennes », *Le Monde*, 19 août 1989.
39. Bob Hawke est travailliste et Premier ministre de l'Australie de 1983 à 1991.
40. *Rapport de la Commission de Canberra. Éliminer les armes nucléaires, introduction Michel Rocard*, Paris, Odile Jacob, 1997.
41. Michel Rocard, « Renonçons définitivement aux essais nucléaires », *Le Monde*, 26 mai 1995.
42. Archives nationales, Fonds Michel Rocard, 680 AP 93 – Michel Rocard membre de la commission Canberra (1994-1999).
43. « Pour un désarmement nucléaire mondial, seule réponse à la prolifération anarchique, MM. Juppé, Norlain, Richard et Rocard », *Le Monde*, 14 octobre 2009. Voir aussi Michel Rocard, « S'engager vers un désarmement nucléaire simultané, équilibré et négocié », *Revue internationale et stratégique*, n°79, 2010, pp. 103-111.
44. Discours au cours duquel Barack Obama ne prône pas un désarmement immédiat, qu'il juge irréaliste à court terme, mais appelle à engager un processus progressif de réduction des arsenaux nucléaires, de renforcement de la non-prolifération et de sécurisation des matières fissiles.
45. Entretien avec le général Bernard Norlain, le 27 octobre 2025 à Paris.
46. Michel Rocard a participé à plusieurs reprises aux activités de l'ELN. Voir par exemple : [UK-French ELN Dialogue Takes Place in Paris](#), 7 décembre 2011.
47. Michel Rocard, « L'Armée nouvelle d'hier à aujourd'hui dans la pensée et l'action socialistes. Regards croisés de deux anciens ministres », *Cahiers Jaurès*, vol. 1-2, n°207-208, 2013, pp. 147-164.